

Denis Clerc, *Alternatives Economiques* - n°284 - Octobre 2009

La peur du déclassement. Une sociologie des récessions **par Eric Maurin**

Déclassement ? Allons, allons, nous dit Eric Maurin dans ce petit livre détonnant, regardons-y à deux fois: il y a bien plus d'imaginaire que de réel, bien plus de craintes que de faits avérés. Les salariés qui occupent des emplois stables ne sont guère plus menacés de perdre leur emploi aujourd'hui qu'hier, et si l'on compare deux récessions, celle de 1993 et celle de 2008, on ne voit pas d'accentuation notable des licenciements comme cause d'entrée au chômage. Parmi les jeunes sortis de l'école depuis moins de cinq ans, par exemple, 7% des diplômés du supérieur étaient au chômage en 2008, pas plus qu'en 1981 et plutôt moins qu'en 1987 (10%). Et ceci bien, qu'entre-temps, leur nombre ait presque triplé, suite à la démocratisation de l'accès aux études supérieures.

Tout faux

Certes, mais ils occupent des emplois plus précaires et de moindres niveaux que ceux que les générations antérieures ont occupés à diplôme similaire, répondrez-vous? Eh bien, une fois de plus, vous aurez tout faux. Car 15% d'entre eux occupaient un emploi d'ouvrier ou d'employé en 2005, la même proportion qu'au début des années 1980, et presque toujours ces emplois étaient en contrat à durée indéterminée (CDI), comme dans les années 1980 (le contrat à durée déterminée n'a été autorisé qu'en 1979).

Et l'ascenseur social, ce fameux ascenseur dont on nous dit qu'il est en panne, il fonctionne toujours: *"Tant du point de vue de l'exposition au chômage d'insertion que de l'accès aux emplois très qualifiés en début de carrière, tous les milieux sociaux ont vu la situation de leurs enfants s'améliorer par rapport au début des années 1980."*

La peur pour tous

Le livre pourrait s'arrêter là. Les libéraux pourraient alors se réjouir et les chantres du déclassement contester les chiffres. Mais heureusement, Eric Maurin n'est pas adepte du "tout va très bien, Madame la Marquise". Si le déclassement - ce *"phénomène de rupture qui conduit un individu à perdre sa position sociale"* - n'est objectivement pas plus important aujourd'hui qu'il ne l'était il y a trente ans, la peur du déclassement, elle, a considérablement progressé. Car, bien que le risque ne se soit pas accru, ou à peine, les conséquences entraînées lorsqu'il survient se sont fortement aggravées. Celui qui perd son emploi stable risque fort de stagner dans le chômage ou de devoir renoncer à un emploi de qualité. Ceux qui sont en emploi temporaire sont confrontés à la précarité et supportent l'essentiel des ajustements, tandis que ceux qui arrivent sur le marché du travail jouent les paratonnerres ou les supplétifs, surtout s'ils ne sont pas pourvus en diplômés.

Aussi, chacun cherche à obtenir ce statut protecteur ou tremble de le perdre. Les travailleurs ont peur de perdre leur emploi, les jeunes ont peur de ne pas en trouver, les familles ont peur que leurs rejetons ne décrochent pas le diplôme qui leur ouvrira les portes du marché du travail, les couches aisées ont peur de la concurrence des couches sociales moins favorisées dans la course

aux titres scolaires. Même les jeunes fonctionnaires, souvent surdiplômés car s'étant rabattus sur des emplois publics quand le privé n'embauchait plus, ont peur de voir les avantages statutaires rognés et de subir ainsi une double peine.

La peur du déclassement est donc le prix à payer dans une société qui privilégie les statuts protecteurs. Comment la réduire? Certainement pas en supprimant ces derniers, mais en réduisant les inégalités qu'ils engendrent. Ce livre, en croisant politologie - on lira avec intérêt les développements sur le "syndicalisme de résistance" ou les rapprochements avec 1930 -, sociologie et économie, est passionnant. Son éloge de la flexsécurité irritera sans doute et on pourra lui reprocher d'avoir minimisé la question des licenciements en ne prenant pas en compte les préretraites ou le sort des travailleurs âgés. Reste qu'il pose un vrai problème: protéger l'emploi plus que les parcours est source de profondes inégalités. Et il le pose en termes convaincants.